



## Communiqué de presse

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

### Fermeture de Shermag à St-Étienne-de-Lauzon Un pas de plus vers la Chine

Québec, 14 février 2007. Les 98 Métallos de l'usine Shermag à St-Étienne de Lauzon dénoncent la décision de la compagnie québécoise Shermag de fermer l'usine dans le cadre d'un transfert progressif de sa production vers la Chine plutôt que de trouver des solutions dans son propre pays. « Bien que l'exécutif syndical de l'usine de St-Étienne a toujours été prêt à regarder avec la direction de la compagnie des pistes permettant de poursuivre les activités de production au delà du 6 avril prochain, il comprend maintenant que la Chine est devenue son nouveau pays d'adoption. En effet, lors des négociations qui se sont tenues à l'été 2006, la direction l'avait clairement indiqué. Il est triste et révoltant de voir une compagnie qui, après avoir bénéficié du soutien des gouvernements d'ici, décide de transférer dans un pays où les salaires sont bas, le filet de sécurité sociale et les préoccupations environnementales sont à peu près inexistantes. En clair, Shermag préfère enrichir à court terme les actionnaires plutôt que d'investir dans le savoir-faire québécois et la société qui l'a mis au monde. C'est un choix odieux », a déclaré Pascal Loignon, permanent du Syndicat des Métallos (FTQ).

Les composantes des chaises seront désormais fabriquées et pré-assemblées en Chine. Une fois rendu dans les installations québécoises, l'assemblage est terminé et la finition est déjà accomplie. « Il est inévitable que l'employeur vienne nous dire par la suite qu'il a des usines de trop et qu'une restructuration s'impose. Avec une telle approche, nous voyons tout de suite apparaître le spectre des fermetures d'usine et de la désindustrialisation du Québec », a poursuivi René Levasseur, président de l'unité de la section locale composée 7708.

Une dimension environnementale fait également partie de cette décision d'affaires. L'usine de St-Étienne était aux prises avec le ministère de l'environnement. « Pour être conforme aux exigences concernant les émanations de poussière, les résidus de peinture et l'intensité du bruit, la compagnie devait investir près de 5 millions de dollars selon les informations obtenues lors de la dernière négociation. En Chine, la direction n'aura pas à composer avec l'environnement. Elle pourra polluer la planète en toute impunité », explique le permanent syndical.

Le Syndicat des Métallos (FTQ) demande une intervention vigoureuse de la municipalité et des gouvernements de Québec et d'Ottawa. « La FTQ demande un sommet d'urgence sur le secteur manufacturier. Qu'attend le gouvernement québécois pour agir ? Nous nous posons également des questions sur le gouvernement Harper qui tarde à mettre en application les 22 recommandations du rapport du comité permanent sur l'industrie pour soutenir le secteur manufacturier. Si nous laissons agir la main invisible du marché international, c'est notre économie qui va devenir invisible », a poursuivi Pascal Loignon.

Parallèlement à cette demande pour une intervention visant à sauver l'usine, le syndicat envisage aussi la mise sur pied d'un comité de reclassement et l'aide à la ré-employabilité des travailleuses et des travailleurs.

« Heureusement, lors de la dernière négociation, malgré l'acceptation d'un gel salarial pour les trois premières années du contrat de travail, le comité de négociation avait réussi à négocier une clause prévoyant qu'advenant une fermeture, la compagnie paierait rétroactivement une augmentation représentant le coût de la vie pour cette période », a conclu le leader syndical.

(30)

Pour information : Pascal Loignon, Syndicat des Métallos (FTQ), (418) 628-8222